

ONU : limiter les naissances pour sauver la planète...

Author : Jeanne Smits

Categories : [Divers Jeanne smits](#)

Date : 18 novembre 2009

Comment réduire les gaz à effets de serre, modifier la manière dont l'humanité s'adapte à la hausse du niveau des mers, aller vers la décroissance qu'impose la réponse de l'humanité aux changements climatiques ?

Simple, répond le Fonds national unies pour la population (FNUAP) dans son rapport annuel sur la population mondiale rendu public aujourd'hui à midi : les accords internationaux sur la question seront plus efficaces s'ils « prennent en considération la dynamique de la population, les relations entre les sexes, le bien-être des femmes et l'accès aux services et aux possibilités offertes » en prenant en compte « les dimensions humaines et sexospécifiques de chaque aspect du problème », affirme le [résumé de presse](#) du rapport. Autrement dit, agir sur la démographie.

En clair : si le climat se réchauffe, c'est à cause de l'activité humaine. Et puisqu'il se réchauffe, il va entraîner des catastrophes épouvantables dont le résumé de presse du FNUAP dresse une liste effrayante. En y ajoutant une bonne dose de l'inusable dialectique de lutte des classes si utile pour faire avancer les révolutions :

Jusqu'à présent, les pays industrialisés ont produit de loin la plus grande part du dioxyde de carbone et d'autres gaz qui changent le climat, mais ont été relativement à l'abri des effets des changements climatiques. Le monde en développement n'a été responsable que d'une faible partie des émissions de gaz à effet de serre, et pourtant supporte déjà le plus gros du fardeau qu'implique la nécessité de faire face et de s'adapter aux phénomènes météorologiques extrêmes, à savoir la hausse du niveau des mers, les inondations et les sécheresses. Les pays industrialisés ont créé pour l'essentiel le problème, mais ce sont les pauvres du monde qui auront à relever les plus grands défis pour s'y adapter.

Mais ayant dit cela le FNUAP ajoute aussitôt qu'il faut mettre un frein à la croissance démographique mondiale dont les pays pauvres sont (restent encore...) selon lui les principaux responsables : aux pays pauvres, donc, de cesser d'avoir trop d'enfants.

Pour le FNUAP, ce sont les femmes des pays pauvres qui portent déjà un « fardeau écrasant en matière de procréation et d'éducation des enfants » qui supporteront l'essentiel des

désagréments liés aux réchauffement. Il s'agit de dire cela très fort pour les convaincre de travailler elles-mêmes à la « stabilisation » de la population, « sans recours à la coercition ni au contrôle », en facilitant l'accès de toutes aux services de « santé reproductive ». Le FNUAP veut donc que toute discussion internationale sur le climat prenne en compte la donnée démographique en adoptant les objectifs de la Conférence internationale de 1994 sur la population et le développement. La baisse de la fécondité aboutirait à la réduction des gaz à effets de serre et même à une population moindre que celle prévue par le GIEC (groupe d'experts intergouvernemental sur les changements climatiques). Et ce « même parallèlement avec un taux accru de survie maternelle et infantile », pensez-vous combien ce serait efficace ! Ainsi l'écrit le FNUAP :

Le ralentissement de la croissance démographique dans les pays tant développés qu'en développement pourrait faciliter la tâche d'équilibrer les émissions mondiales de gaz avec l'atmosphère sur le long terme et de rendre possible une adaptation plus immédiate aux changements déjà en cours.

Dans le [rapport](#) lui-même, on trouve une définition « prudente » de la santé reproductive, sans référence explicite à l'avortement légal ; et aussi une multitude d'images « fais-moi peur » de catastrophes naturelles et autres glaciers fondus... Quant à l'insistance sur la baisse de la population mondiale, elle est aussi formulée de manière précautionneuse, selon les nouvelles normes de la gouvernance mondiale. L'idée est de faire croire qu'il n'y a aucune contrainte: c'est par une dynamique de groupe qu'on veut laisser croire à chacun, et surtout à chacune, que le contrôle de la fertilité résulte de libres choix personnels. Voilà ce qu'en dit le rapport :

Les négociateurs commencent à faire une place aux questions de population dans le cadre du processus qui aboutira à un nouvel accord sur le climat à Copenhague en décembre 2009. Aucun gouvernement ni entité des Nations Unies ne propose de « contrôler » la population. En fait, la crainte de paraître favorable à une régulation de la démographie a jusqu'à une date récente fait éviter toute mention de la « population » dans le débat sur le climat. Pourtant, quelques participants au débat avancent prudemment qu'il pourrait être nécessaire au moins d'examiner les impacts de la croissance démographique. L'Union européenne a déposé une proposition aux termes de laquelle les tendances démographiques sont au nombre des facteurs à prendre en considération au moment de fixer les cibles d'atténuation des gaz à effet de serre. Les autres facteurs sont le produit intérieur brut par habitant, l'« intensité de la production de gaz à effet de serre » propre au produit intérieur brut de chaque pays, et les tendances enregistrées dans le passé en matière d'émissions.

Plus loin, le rapport spéculé sur l'impact du vieillissement de la population. Plus ou moins de gaz à effet de serre ? Plus, si l'on considère que les ménages moins nombreux en émettent davantage par tête que les individus au sein de ménages plus nombreux ; mais moins puisque dans une population vieillie on pourrait « tolérer un volume d'émissions plus élevé par habitant puisque moins de personnes seraient responsables d'émissions de gaz à effet serre ». Ce qui passe sous silence le fait qu'une grosse part de l'accroissement de la population projeté d'ici à 2050 résultera de l'allongement de l'espérance de vie. Le monde comptera de plus en plus de vieux.

Mais le rapport est formel :

Une étude portant sur le coût d'éviter une quantité donnée d'émissions de dioxyde de carbone produites par les combustibles fossiles a établi que, dollar pour dollar, des investissements dans la planification familiale volontaire et l'éducation des filles réduiraient à long terme les émissions de gaz à effet de serre au moins autant que des investissements d'importance égale dans l'énergie nucléaire ou éolienne.

Je résume : ce sont les femmes qui souffriront le plus du changement climatique, celui-ci est lié à la croissance démographique, il faut donc leur donner les moyens de réduire la population... Elles seront par conséquent responsables de faire baisser la population et si elles ne le font pas, ce seront elles les responsables du « réchauffement climatique » !

© leblogdejeannesmits